

Retraites

FO SE POSITIONNE CE LUNDI SUR LES SUITES DU MOUVEMENT

Le leader de la confédération a rappelé samedi que le dossier n'est pas clos en déplorant que certaines organisations veuillent passer à autre chose.

La Confédération FO réunit aujourd'hui son bureau pour se positionner sur la suite de la mobilisation sur les retraites après les manifestations du 6 novembre. Rappelant que ce dossier ne devait pas être clos pour passer à autre chose, son leader Jean-Claude MAILLY a regretté que ces cortèges aient rassemblé moins de monde que les précédents. Outre le fait que manifester un samedi n'a jamais été «la tasse de thé» de l'organisation, il a estimé qu'«il y a eu un certain gâchis dans la conduite du mouvement» choisie par les sept autres syndicats en refusant de reprendre la proposition de FO d'élargir la contestation. Pour Jean-Claude MAILLY, on aurait pu frapper plus fort afin de coordonner et d'amplifier la mobilisation, notamment entre le 12 et le 19 octobre lorsqu'il y avait des manifestations d'un niveau inégalé et des grèves reconductibles un peu partout dans le pays. «C'était le moment d'unifier et de généraliser le mouvement par un appel commun à une journée nationale de grève comme nous l'avons proposé à plusieurs reprises» car «c'était aussi ça la responsabilité d'une confédération».

Jeudi lors de la dernière réunion des syndicats et vu la situation, FO a reproposé de lancer cet appel pour revitaliser la mobilisation, mais les autres organisations ont préféré s'entendre sur un «nouveau rendez-vous de mobilisation dans la semaine du 22 au 26 novembre» sans s'accorder encore sur ses modalités d'actions. À cet égard, l'éventail est large entre ceux qui parlent d'organiser un ou plusieurs défilés supplémentaires, ceux qui veulent imaginer des formes d'actions inédites et ceux qui souhaitent passer à autre chose (emploi salaires...).

«Nous ne sommes pas pour la stratégie d'épuisement en faisant des manifs jusqu'à Noël et en disant: celle de Noël sera gratuite», a martelé Jean-Claude MAILLY, pour qui, ces «dissensions» ne sont pas le fruit du hasard mais directement liées au dossier de la représentativité syndicale qui pollue les relations entre les syndicats et tous les dossiers. D'où la volonté de certaines organisations de maintenir coûte que coûte une «intersyndicale permanente» pour maintenir un semblant de revendications sur les retraites.